

Document

La bataille pour la Syrie est décisive

Al-Jazeera et la fin du professionnalisme

(<http://www.voltairenet.org/f>)

26 avril 2011

La tendance générale

Éditorial : La bataille pour la Syrie est décisive

La société syrienne traverse une période d'inquiétude à cause des troubles incessants qui ont fortement ébranlé la stabilité sécuritaire qui caractérisait la Syrie ces trente dernières années. Les dangers de violences confessionnelles sont réels, alimentés par les prêches sectaires dans un pays au tissu ethnico-religieux diversifié, considéré, hier encore, comme le dernier refuge des minorités en Orient grâce à son régime laïque et à son identité arabe.

Le vent du changement qui balaye le monde arabe a favorisé le mouvement populaire en Syrie qui réclame des réformes politiques, économiques et sociales. Mais il est important de noter que le président Bachar el-Assad, qui a lancé un vaste chantier de réforme récemment, est allé au-delà des revendications de certaines parties de l'opposition : il a levé l'État d'urgence et autorisé le droit de manifester pacifiquement, alors qu'un débat national sur les partis et les médias va commencer dans le but d'instaurer le multipartisme. Des figures de l'opposition ont accueilli favorablement toutes ces mesures, contrairement à celles qui veulent plonger le pays dans le chaos conformément à des agendas qui n'ont rien à voir avec la réforme et visent à détruire les constantes nationales directement liées au conflit israélo-arabe.

La volonté de provoquer des troubles en Syrie traduit une détermination extérieure à affaiblir ce pays, considéré comme le principal acteur dans la lutte pour l'avenir de la région. Une série d'indices et de preuves irréfutables le confirment :

- La nature et les liens extérieurs des principales forces qui provoquent les troubles. Elles sont au nombre de trois : l'ancien vice-président Abdel Halim Khaddam et ses partisans ; Ribal el-Assad —le cousin du président— et son groupe ; les Frères musulmans et leurs mouvances ainsi que leurs alliés au Liban, comme le Parti de la libération islamique. Le mélange d'activistes gauchistes ou libéraux ne joue qu'un rôle secondaire dans ce bloc politique conduit par les Frères musulmans. Sur le terrain, il est clair que ce conglomérat de forces dispose d'un réseau jouissant d'une couverture états-unienne et d'un soutien multiforme apporté par le prince saoudien Bandar Ben Sultan et le Premier ministre sortant au Liban, Saad Hariri. Cette carte des forces en présence pousse tout observateur à inscrire ce qui se passe en Syrie dans le cadre d'un projet israélo-US ayant pour objectif de ré-agencer la région du Moyen-Orient en démantelant l'axe de la résistance. Le slogan brandi par Saad Hariri au Liban, appelant au désarmement de la Résistance, en est la traduction libanaise.

- Des armes sont introduites en Syrie à partir du Liban, d'Irak et de Jordanie pour être utilisées contre les forces de l'ordre syriennes dans le but de provoquer des bains de sang. La détermination à utiliser la violence, même lorsque les forces de l'ordre ont des instructions précises de ne pas tirer sur les manifestants, les embuscades tendues aux unités militaires et les assauts lancés contre des positions de l'armée, sont autant d'appels à des représailles sanglantes qui feront des victimes des deux côtés pour que le sang n'arrête pas de couler. Ces incidents sont l'œuvre de cellules terroristes qui infiltrent les rangs des manifestants. Dans le village de Nawa, près de Damas, l'attaque d'un poste militaire, vendredi, a fait sept morts et des blessés dans les rangs de la troupe, qui a riposté, faisant de nombreuses victimes parmi les assaillants et les manifestants.

- Une gigantesque machine de propagande arabe et internationale, parfaitement synchronisée, est mise à contribution par des États, des partis politiques, des associations et des sociétés commerciales, ce qui prouve que nous sommes devant un plan orchestré. Comme l'ont révélé les câbles du département d'État publiés par Wikileaks, le Congrès US et d'autres institutions aux États-Unis financent des chaînes de télévision syriennes émettant à partir de l'étranger, ainsi que des sites internet et des groupes de jeunes formés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Des chaînes de télévision, des journaux et des radios, au Liban et dans les pays du Golfe, ainsi qu'une organisation religieuse sunnite internationale, animée par le prédicateur extrémiste Youssef Kardaoui, ont également été mobilisés pour exécuter ce plan. Autant dire que les moyens mis à contribution sont gigantesques et prouvent combien les enjeux sont importants.

Il s'agit d'une bataille décisive pour l'avenir de la région. Si Bachar el-Assad en sort vainqueur, il aura en même temps modernisé, revitalisé et rajeuni la vie politique en Syrie, et débarrassé le système syrien de ses impuretés, comme la corruption et la bureaucratie. Il aura sauvé l'indépendance politique de son pays, l'aura confirmé comme acteur essentiel dans la région et renforcé l'axe de la résistance. C'est le projet de Bachar el-Assad d'instaurer un système régional duquel serait exclu Israël qui est visé. Aussi, la poursuite des réformes, pour isoler les forces déstabilisatrices appuyées et financées par l'étranger, renforcera l'immunité nationale syrienne et permettra l'émergence d'une Syrie forte, indépendante, démocratique et résistante.

Déclarations et prises de positions

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« Les obstacles qui entravent la formation du gouvernement résident dans les revendications des blocs parlementaires. Ces revendications devraient être discutées par le dialogue, selon les intérêts nationaux et la Constitution. La constitution ne réserve des quotes-parts à personne, mais définit des mécanismes à la formation du gouvernement par les chefs des autorités. Il faut instaurer le climat de l'entente par la préservation des hauts intérêts nationaux et l'assainissement du discours politique. (...) Je suis en communication permanente avec le président syrien Bachar el-Assad. Le Liban appuie la stabilité au sein du monde arabe et notamment en Syrie, car la sécurité des deux pays est étroitement liée. Le Liban soutient les réformes approuvées en Syrie et reconnaît les réclamations visant à l'établissement des réformes et non à semer la discorde. »

Naim Kassem, secrétaire-général adjoint du Hezbollah

« Il n'y a pas de place au Liban pour la résolution 1559 et le dernier rapport de Ban Ki Moon n'est qu'un rêve irréalisable. Le secrétaire général de l'Onu se soumet aux diktats israéliens et est incapable de nous dire comment agir au Liban ou comment le protéger et préserver sa sécurité et stabilité. Ban Ki Moon et les États-Unis doivent laisser le Liban tranquille et il sera le plus stable parmi tous les pays du monde grâce à son armée, son peuple et sa Résistance. »

Nabil Kaouk, vice-président du conseil exécutif du Hezbollah

« Les preuves et les documents avancés par la Syrie concernant l'implication du Courant du futur dans les incidents qui ont lieu en Syrie sont suffisants pour que la Justice libanaise réagisse afin de juger les auteurs de trouble. Tant qu'il n'y aurait pas de nouveau gouvernement la situation resterait telle quelle et le dossier judiciaire ne serait amorcé d'une manière sérieuse. Le sort de ce dossier sera le même que celui qui a été réservé aux faux témoins tant que les instruments de cette partie demeureront au sein des établissements étatiques et ne seront pas remplacés. Le groupe qui a accepté d'être un outil pour semer le chaos au Liban est le même outil utilisé par les États Unis pour déstabiliser la Syrie. Ce groupe a toujours été connu pour son animosité envers la Syrie et a constamment demandé aux États-Unis de changer le pouvoir en Syrie. »

Émir Talal Arslan, député druze

« Le retard dans la formation du gouvernement est un fardeau qu'assume le pays à tous les niveaux sociaux et économiques et engendre des difficultés supplémentaires. La situation régionale est compliquée et je regrette que certains au Liban ne veuillent pas tirer les leçons du passé. Ils parient toujours sur l'internationalisation de la politique libanaise. Le retard dans la formation du cabinet découle des faux pariés

régionaux et internationaux de certains, au Liban. La responsabilité du retard dans la formation du cabinet n'incombe pas uniquement au Premier ministre désigné Najib Mikati, mais aussi au régime confessionnel, incapable de se développer. Nous sommes pour la laïcité et pour la primauté de la citoyenneté sur le confessionnalisme et le sectarisme, pour l'égalité dans les droits et les obligations. Mais nous refusons de consacrer le facto de l'absence des druzes au sein des ministères et des institutions publiques. »

Presse

As Safir (Quotidien arabophone proche de la nouvelle majorité, 23 avril 2011)

Le directeur du bureau d'al-Jazeera à Beyrouth, le célèbre journaliste Ghassan Ben Jeddo, a présenté sa démission de la chaîne satellitaire qatarie pour protester contre les méthodes de couverture des troubles qui secouent plusieurs pays arabes.

Des sources bien informées ont indiqué que Ben Jeddo a présenté sa démission par écrit il y a quelques jours, précisant que sa décision était motivée par plusieurs considérations, la plus importante étant que la chaîne a brisé le rêve du « professionnalisme et de l'objectivité ». Les mêmes sources ont ajouté que parmi les raisons qui ont mené Ben Jeddo à démissionner figurent les pratiques non professionnelles et inacceptables menées par al-Jazeera, en cette période historique que traverse la région.

Ben Jeddo reproche à al-Jazeera la couverture intensive des événements en Libye, au Yémen et en Syrie, alors qu'elle n'accorde pas la moindre importance aux développements à Bahreïn. Sur l'existence d'un lien éventuel entre la démission de Ben Jeddo et la politique adoptée par al-Jazeera à l'égard de la Syrie, les sources ont expliqué que pour Ben Jeddo, il s'agit d'une question de principe. « Ben Jeddo soutient les mouvements populaires en Syrie qui réclament la liberté et les réformes, mais en parallèle, il soutient le grand projet national syrien », ont-elles ajouté.

As Safir (21 avril 2011)

Sateh Nouredine

La révolte populaire qui a renversé un certain nombre de régimes arabes revêt une double dimension, parce que deux principales motivations poussent le peuple à descendre dans la rue : la liberté politique et la justice sociale. Cette dernière revendication est liée à la crise économique qui mènera à un changement radical dans le régime libanais qui tient bon jusqu'à présent face aux séismes intérieurs et extérieurs. Cependant, les révolutions arabes pourraient entraîner le Liban dans leur sillage si les Libanais arrivent à la conviction que la crise économique constitue une occasion politique exceptionnelle pour changer un régime solidement ancré qui ne produit que les guerres civiles.

As Safir (20 avril 2011)

Wassef Awada

Le patriarche maronite Béchara Raï a réussi à réunir autour d'une même table les chefs de file chrétiens à Bkerké. Ce faisant, le prélat a cherché à jeter des ponts entre les maronites eux-mêmes avant de déblayer le chemin qui les mène aux autres avec, à la clé, la tenue d'un sommet spirituel islamo-chrétien, des contacts avec le Hezbollah, et la réouverture des canaux de contact avec la Syrie. Cependant, la politique adoptée par le patriarche Raï demeurera insuffisante et incapable d'atteindre l'objectif ultime, celui de la stabilité politique au Liban, si les maronites ne vont pas jusqu'au bout en sortant du système confessionnel dont certains croient à tort qu'il sert toujours les intérêts des chrétiens. Seule la citoyenneté protège les maronites, le Liban et les Libanais.

Al Hayat (Quotidien saoudien édité à Londres, 21 avril 2011)

Hassan Haidar

Pour quelle raison la Syrie a-t-elle choisi de prendre pour cible le parti de Saad Hariri après que celui-ci eut été écarté de la présidence du Conseil des ministres avec l'aide des alliés de Damas, malgré sa

représentativité dans la rue sunnite ? Les mouvements hostiles au régime se sont poursuivis en Syrie après « la révélation » de « l'implication » du député Jamal Jarrah et après le renforcement de la surveillance aux frontières avec le Liban. L'éternelle théorie syrienne du complot traduit une volonté de récupérer un rôle perdu en dépit du discours officiel qui nie toute ingérence dans les affaires internes du Liban.

Al Hayat (20 avril 2011)

Paris, Randa Takieddine

L'allocution du ministre français des Affaires étrangères M. Alain Juppé, à l'occasion de la clôture du colloque *Printemps arabe : enjeux et espoirs d'un changement*, marque une nouvelle étape dans la politique française à l'égard du monde arabe. La large participation arabe et française et la participation efficace du M. Juppé à toutes les tables rondes témoignent du succès du colloque. La nouvelle approche audacieuse et franche de la diplomatie française mérite d'être relevée. Cependant, la mauvaise conjoncture économique en France et en Europe permettront-elles à Paris de mener à bien sa politique. Interrogé par *Al-Hayat* avant le colloque, le chef de la diplomatie française a dit : « Personne ne s'attendait à ces développements dans le monde arabe. Nous avons misé jusqu'au bout sur la stabilité des pays du bassin méditerranéen parce que cela nous convenait, mais les choses nous ont éclaté au visage du Maroc jusqu'au Yémen. Comment expliquer que nous n'ayons pas compris et que n'ayons pas vu ? »

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition du 20 avril 2011)

Paris, Samir Tuéni

On constate le début d'une dangereuse escalade dans le discours des protagonistes libanais. Le peuple libanais sera-t-il en mesure de sortir indemne de la guerre froide saoudo-iranienne ? Le dossier libanais n'est plus une priorité pour les forces régionales et internationales, occupées par les problèmes des autres pays arabes. Il faudra plus de tant pour parvenir à former un gouvernement. Le Hezbollah a été incapable d'imposer ses conditions après le renversement de Saad Hariri. Damas doit renoncer à son approche négative vis-à-vis du Liban en faveur. Quant aux Libanais, ils sont appelés à renouer avec le dialogue constructif pour consolider la paix civile et préserver les intérêts de leur pays, afin d'éviter les retombées négatives des événements en Syrie.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars, édition du 21 avril 2011)

Scarlett Haddad

Les milieux de la nouvelle majorité, en particulier ceux qui sont proches du Hezbollah, estiment qu'une implication du Courant du futur de Saad Hariri dans les troubles en Syrie est possible, car elle s'inscrirait dans la ligne de la politique américaine dans la région consistant à affaiblir l'Iran et ses alliés, dont le principal reste le régime de Bachar el-Assad. Pour leur part, les milieux du 14-Mars démentent toute ingérence dans le soulèvement populaire de Syrie ainsi que la thèse de la conspiration américano-saoudienne, affirmant que le seul responsable de la situation actuelle est le régime d'Assad qui n'a rien vu venir, se croyant à l'abri de toute revendication en raison de sa politique d'hostilité aux plans américano-israéliens. Les deux camps sont d'accord sur un point : l'évolution en Syrie peut ne pas être rapide et il faudrait peut-être attendre deux mois pour voir dans quelle direction vont les développements. Serait-ce là la clé cachée de la formation du gouvernement ?

L'Orient-Le Jour (19 avril 2011)

Les partis et personnalités libanaises et palestiniennes proches de la Syrie ont organisé un meeting oratoire pour exprimer leur solidarité avec Damas, à l'hôtel Commodore. Les orateurs qui se sont succédé à la tribune, présentés par l'ancien chef du parti Kataëb Karim Pakradouni, ont insisté sur le fait que la sécurité de la Syrie et celle du Liban sont interdépendantes. En présence de l'ambassadeur de Syrie, Ali Abdel Karim Ali, les députés Nawwaf Moussaoui, Ali Hassan Khalil et Marwan Farès, ainsi que l'ancien vice-président de la Chambre Élie Ferzli et le chef des Mourabitoun (nassériens) et ancien chef de la garde présidentielle Moustapha Hamdane et d'autres personnalités ont mis l'accent sur les liens étroits entre la Syrie et le Liban ainsi que sur l'aide apportée par la Syrie au courant de la Résistance au Liban, ainsi que les efforts déployés

par ce régime « pour éviter la partition du pays et s'opposer aux plans israéliens et américains ». Ali Hassan Khalil, qui a pris la parole au nom du président de la Chambre Nabih Berry, a critiqué « ceux qui cherchent à intervenir dans la sécurité syrienne et qui avaient probablement fait dans le passé des paris sur les projets étrangers qui ont échoué ». Nawwaf Moussaoui a exprimé la solidarité totale du Hezbollah avec le régime syrien, précisant que celui-ci sera en mesure de surmonter cette crise et de déjouer les complots ourdis contre lui. Il a ainsi insisté sur la volonté du président Bachar el-Assad d'opérer des réformes. Karim Pakradouni a été encore plus clair : dénonçant les plans de « certains départements américains alliés au sionisme », il a demandé aux autorités libanaises d'empêcher toute partie libanaise d'intervenir dans les événements en Syrie. Même son de cloche chez Élie Ferzli, qui a estimé que ce qui se passe aujourd'hui en Syrie « fait partie d'un plan sioniste visant à démembrer le monde arabe », assurant la Syrie du soutien « des forces nationalistes » et affirmant que la victoire du régime syrien contre ceux qui complotent contre lui « sera le complément de la victoire de la résistance au Liban ».

En conclusion, les personnalités réunies ont affirmé qu'appuyer le régime syrien, « c'est en réalité appuyer le Liban, tant les deux pays sont liés » et ce qui arrive à l'un a forcément des répercussions sur l'autre.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 23 avril 2011)

Quelque 300 personnes ont participé vendredi à Tripoli à la manifestation controversée de soutien aux protestataires syriens organisée par le Parti de la libération islamique (Hezb al-Tahrir al-Islami), ramenant cette formation à sa réelle dimension... très modeste.

Les autorités avaient un temps interdit cette manifestation, des responsables de la sécurité ayant prévenu qu'elle pouvait être considérée comme une ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie. Les autorités s'étaient ensuite ravisées, autorisant finalement le défilé en raccourcissant nettement le parcours. Les manifestants ont défilé de la mosquée Al-Mansouri jusqu'à une place à une cinquantaine de mètres, en présence de centaines de policiers et de militaires, qui avaient bloqué les rues et posté des hommes sur les toits des bâtiments alentours.

Agitant des drapeaux islamiques noirs, les manifestants arboraient des banderoles proclamant Arrêtez les massacres contre le peuple syrien et Les musulmans de Tripoli soutiennent leurs frères à Homs et Deraa. « Soutenir nos frères en Syrie est un devoir religieux », a déclaré Ahmed Kassas, porte-parole du parti, accusant le régime syrien de « tuer des manifestants pacifiques ».

Hezb al-Tahrir al-Islami, un mouvement panislamique, veut placer toutes les nations musulmanes sous le règne d'un seul État islamique dirigé par un calife.

Al Akhbar (20 avril 2011)

Ghassan Saoud

Le sommet maronite de Bkerké tenu sous l'égide du patriarche Béchara Raï est bon mais plus Sleiman Frangié, Samir Geagea, Michel Aoun et Amine Gemayel se serrent la main, plus ils se détestent les uns les autres. Le patriarche n'a pas cherché à faire converger les deux points de vue chrétiens, à prendre parti en faveur d'une idée aux dépens d'une autre, ou à encourager telle ou telle partie à modifier ses principes. Béchara Raï a simplement voulu faire comprendre aux dirigeants réunis sous son égide qu'il était possible de défendre calmement ses principes et qu'il n'y avait nul besoin de s'entretuer pour le faire. Reste qu'à part Sleiman Frangié et Samir Geagea, il ne s'est rien passé. La rencontre était celle des deux hommes. Elle était le début du roman « Geagea et Frangié » qui représentent à eux seuls « l'avenir maronite ».

Al Akhbar (19 avril 2011)

Hassan Olleik

Les responsables syriens sont convaincus que la Syrie est la victime d'un complot : Les mêmes parties qui complotaient contre la Syrie en 2005 et contre la Résistance au Liban en 2006, reviennent aujourd'hui à la charge. Ce complot a fait perdre au régime syrien un atout dont il se vantait devant ses pairs : la stabilité. Des sources soulignent l'ampleur de l'implication internationale dans les développements en Syrie, comme

en témoigne l'activité quotidienne des services de renseignements. La télévision officielle syrienne a diffusé vendredi dernier, pour la première fois de son histoire, des images de manifestations anti-régime. C'est un exploit dans l'histoire des médias officiels syriens.

Wall Street Journal (Quotidien états-unien, 19 avril 2011)

Une guerre des mots entre les camps pro-occidental et celui soutenu par l'Iran au Liban suscite la crainte d'une guerre froide entre l'Iran chiite et l'Arabie saoudite sunnite.

Riyad, qui soutient le camp pro-occidental dirigé par Saad Hariri, a accusé l'Iran de soulever des protestations antimonarchiques à Bahreïn, un pays à majorité chiite dirigé par une dynastie sunnite. Et Téhéran, qui, avec la Syrie, est un grand partisan du Hezbollah, a répondu en accusant l'Arabie d'avoir envoyé ses troupes dans le petit royaume afin de contenir un soulèvement populaire légitime. Les experts disent qu'alors que les tensions régionales règnent, une interminable crise politique au Liban pourrait prendre encore un tour plus dangereux. « C'est la première fois que Saad Hariri prend une position claire et dure contre l'Iran, étant donné que la menace actuelle n'existait pas avant », a déclaré Ghattas Khoury, conseiller de Hariri.

Amal Saad-Ghorayeb, auteur du livre *Le Hezbollah : Politique et Religion*, explique que la montée des tensions entre Hariri et le Hezbollah reflète une plus grande polarisation politique. Bien que le Hezbollah a clairement fait savoir qu'il soutient les manifestants chiites à Bahreïn, « les remarques de Saad Hariri relèvent clairement de la rhétorique américaine. »

La tendance dans le monde arabe

Éditorial : Al-Jazeera et la fin du professionnalisme

Pendant des années, les partisans de la résistance arabe ont fermé l'œil sur le fait que la chaîne satellitaire qatarie, Al-Jazeera, a introduit l'Israélien dans la conscience collective et les foyers des Arabes. L'Israélien n'était plus présenté comme un criminel, un occupant et un spoliateur de la terre de Palestine, mais comme un « adversaire », un « Autre », avec qui il était possible de discuter et d'échanger des opinions, et lui permettre d'exposer des prétextes à ses crimes.

Face aux critiques, la direction et les journalistes d'Al-Jazeera ont développé tout un argumentaire basé sur les nouvelles technologies de la communication et les nouvelles valeurs du journalisme, avançant leur slogan « L'opinion et la contre-opinion. »

Les détracteurs de la chaîne qui ont dénoncé la « normalisation médiatique » avec Israël, ont mis en sourdine leurs critiques lorsqu'Al-Jazeera s'est posée en défenseur des grandes causes arabes et des mouvements de résistance en Palestine, au Liban et en Irak.

Cependant, les événements à Bahreïn, en Libye et en Syrie ont constitué un choc pour un grand nombre de personnes qui ont vu la chaîne passer d'un camp à l'autre, sans aucune considération pour les valeurs professionnelles et éthiques qu'elle prétend défendre. Elle a complètement passé sous silence la répression sanglante de la révolution pacifique bahreïnienne et ignoré les mouvements de protestation en Arabie saoudite et dans d'autres pays du Golfe. Al-Jazeera, qui a bâti une grande partie de sa réputation et de sa gloire sur ses dénonciations des excès commis par les forces états-uniennes en Irak et en Afghanistan, s'est transformée, du jour au lendemain, en fervent défenseur de l'intervention de l'Otan en Libye, présentant un seul aspect des événements dans ce pays.

La couverture par Al-Jazeera des événements en Syrie est un véritable scandale. Le traitement professionnel de l'information a été remplacé par des incitations à manifester, des appels à la mobilisation, l'exagération des faits et du nombre de manifestants et l'occultation des attaques contre les forces armées. Vendredi dernier, les présentateurs et les journalistes de la chaîne se sont transformés dès les premières heures du matin en militants politiques. Les appels à manifester étaient passés en boucle, avec des images anciennes ou des films datant de plusieurs semaines et montrant des groupes de manifestants. En voix *off*, le présentateur rappelle sans cesse les appels à manifester et affirme que le peuple syrien estime que la levée de l'État d'urgence, la veille, par le président Bachar el-Assad, « est insuffisante ».

La chaîne procède ensuite à une couverture directe des manifestations après la prière du vendredi. Elle amplifie les chiffres, gonfle les bilans, accuse les forces de l'ordre d'avoir ouvert le feu et ignore complètement les attaques contre les militaires et les policiers. Elle fait passer en direct à l'antenne des « témoins » dont certains apparaissent être des usurpateurs.

La politique d'Al-Jazeera est décidée par son propriétaire, l'émir du Qatar Hamad Ben Jassem Al Khalifa, qui est impliqué à fond, à la demande des États-Unis, dans le complot de destruction de la Syrie. Les journalistes ne font qu'exécuter la ligne éditoriale imposée par le propriétaire et ceux qui ne sont pas d'accord s'en vont, comme l'a fait le directeur du bureau de la chaîne à Beyrouth, Ghassan Ben Jeddo. Selon des informations sûres, le dossier syrien a été confié au correspondant d'Al-Jazeera au Pakistan, le Syrien Ahmad Zeidane, connu pour ses sympathies avec Al-Qaïda et les Taliban. Il semble que l'émir Hamad n'a pas réfléchi aux conséquences de ses choix, surtout si les résultats du complot contre la Syrie ne correspondent pas aux souhaits israélo-US.

Evénements

Territoires palestiniens

- La radio de l'armée israélienne a révélé que « le ministère israélien du Logement a commencé à planifier la construction d'un nouveau quartier dans la colonie Givat Ze'ev (au nord-ouest de Jérusalem), qui comprendra 800 nouveaux logements. Le ministère a annoncé l'allocation d'un budget spécifique pour ce projet avant sa mise en œuvre sur le terrain. Des sources israéliennes avaient affirmé que l'occupation « tente de limiter les constructions en raison de la pression internationale ». Cependant, des experts des affaires israéliennes ont confirmé que « les Israéliens profitent des révoltes arabes actuelles et de la préoccupation des pays arabes pour appliquer leurs projets de judaïsation de Jérusalem ».
- Par ailleurs, des sources bien-informées dans la ville de Naplouse au nord de la Cisjordanie occupée ont déclaré que des bulldozers et des blindés israéliens ont commencé des travaux de creusements dans les terres agricoles du village d'Awarta au sud de Naplouse en vue d'établir une nouvelle colonie.
- Sur un autre plan, la *Fondation Al-Aqsa pour le Waqf et le patrimoine* a affirmé que les Israéliens ont accéléré ces derniers mois le creusement des tunnels sous la mosquée Al- Aqsa. « Les forces d'occupation mènent d'importants travaux sous et aux alentours de la mosquée Al-Aqsa, ainsi que du côté du Mur des Lamentations au niveau de la Porte des Maghrébins. Les tunnels s'étendent jusqu'à la Porte de la Chaîne (Bab al-Silsila) et Bab al-Mathara, et sont liés à d'autres tunnels creusés à Wadi Helwa à Selwan. Ils pénètrent sous le mur de la Vieille Ville, près de la zone extérieure de la Porte des Maghrébins », a souligné la Fondation.

Pakistan

- Des drones états-uniens ont mené un raid contre le village d'Hassan Khil, dans la province pakistanaise du Waziristân du Nord. 20 personnes au moins ont été tuées et 5 autres blessées lors de ce bombardement.
- Lors d'une rencontre, à Islamabad, avec le chef d'état-major de l'armée US, Michael Mullen, le commandant de la force terrestre de l'armée pakistanaise a réclamé l'arrêt des raids états-uniens contre des régions tribales pakistanaises.
- La Commission des droits de l'Homme du Pakistan a annoncé qu'en 2010, 957 personnes ont trouvé la mort au cours des attaques états-uniennes contre le Nord-ouest du Pakistan.
- Washington prétend que ces raids visent les Taliban et Al-Qaïda. Cependant, la grande majorité des victimes sont des civils et 2,5 % seulement des tués sont des membres des Taliban ou d'Al-Qaïda.

Source **New Orient News (Liban)**